

Espagne-Maroc : relation dynamique, voisinage complexe

Malgré le bon moment entre les deux pays, il reste encore beaucoup à faire dans le domaine social et humain.

Haizam Amirah Fernández

Le Maroc constitue, pour de nombreuses raisons, une priorité pour la politique étrangère espagnole. Ces raisons sont expliquées dans un rapport sur les relations bilatérales hispano-marocaines, publié fin 2015 par le Real Instituto Elcano (*Relaciones España-Marruecos, Informes Elcano 19*). Malgré son caractère prioritaire, depuis la Transition espagnole, aucune politique d'État explicite – avec des objectifs définis et des consensus de base sur les ressources, les approches et les mesures – n'a été développée afin de guider la politique de l'Espagne vis-à-vis de son voisin du Sud. Cependant, malgré cette carence et les hauts et les bas, les relations hispano-marocaines sont marquées par une stabilité relative depuis 30 ans. Or, il ne faut pas considérer cette stabilité dans les institutions et dans les mécanismes de prise de décisions comme acquise, surtout dans une période où les deux pays font face à d'importants défis internes et où la Méditerranée doit surmonter plusieurs crises simultanées sur ses deux rives.

La complexité et les va-et-vient fréquents constituent deux traits qui ont traditionnellement caractérisé les relations entre l'Espagne et le Maroc. La proximité géographique, la présence d'une importante communauté marocaine en Espagne (plus de 800 000 personnes), le différentiel des revenus par habitant (27 095 euros face à 2 825 euros en 2014, selon la Banque mondiale) et les différences politiques, démographiques et culturelles, supposent un terrain fertile pour les divergences et les frictions. Cependant, ces mêmes réalités constituent des raisons pour coopérer plus et chercher des formules de complémentarité avantageuses pour les deux sociétés, surtout lorsque de multiples crises économiques, sociales et politiques interviennent des deux côtés du détroit de Gibraltar.

Histoire récente de la relation

On sait – mais il convient toujours de le souligner – que ces dernières décennies les relations entre le Maroc et l'Espagne sont devenues plus amples, profondes et interdépendantes. Malgré cette

évolution, des deux côtés, l'on coïncide sur le fait qu'il y a encore beaucoup à faire pour que ces relations soient plus solides, avantageuses et durables. Dans de nombreux domaines, les niveaux de coopération et d'échange sont considérablement inférieurs au potentiel qui existe entre deux pays voisins et avec d'importantes complémentarités.

Depuis quelques années, on constate une amélioration du climat des relations bilatérales hispano-marocaines, après des périodes de tensions cycliques et une certaine crispation. Cela est dû, en grande mesure, à la volonté des deux gouvernements d'adopter une approche pratique et réaliste qui a permis d'intensifier la coopération dans les domaines économique, migratoire et de sécurité. Cependant, ce que certains appellent « étape douce » semble être le résultat du fait de ne pas aborder des aspects de fond qui ont troublé la relation de par le passé et qui pourraient très probablement le refaire à l'avenir.

Actuellement, l'Espagne se situe presque à égalité avec la France en tant que principal partenaire commercial du Maroc (premier partenaire en 2012 et 2014). De ce fait, le Maroc est devenu le deuxième client de l'Espagne en dehors de l'Union européenne, seulement derrière les États-Unis. Ceci permet aux entreprises et aux professionnels espagnols de différents secteurs de chercher des opportunités dans ce pays, et vice-versa.

La formule du « matelas d'intérêts » qui continue à structurer une grande partie de la pensée stratégique espagnole vis-à-vis de son voisin du Sud, semble quelque peu étroite pour accommoder une réalité de plus en plus complexe : le Maroc et l'Espagne ont beaucoup changé, ainsi que le contexte régional et global. La conception originelle du matelas est maintenant dépassée et, en tous cas, elle n'est plus capable de gérer les croissantes interdépendances de la relation bilatérale. Les nouvelles réalités requièrent un récit de complémentarité et non de compétition, de convergence de préférences au lieu de divergences. La bonne nouvelle est que

Haizam Amirah Fernández, chercheur principal sur la Méditerranée et le Monde Arabe au Real Instituto Elcano (Madrid) et professeur de Relations Internationales de l'IE Business School.

précisément l'excellent ton de ces derniers temps de la relation politique bilatérale entre l'Espagne et le Maroc, capable de gérer des questions qui, dans d'autres circonstances, auraient pu provoquer des contrariétés importantes (comme cela a été le cas avec la France en 2014), rend inutile l'instrumentalisation des intérêts économiques.

Une partie de ce retour de la politique vers la relation bilatérale est due au fait que les intérêts ou préférences partagés s'étendent maintenant bien au-delà de l'économie, et ils touchent des questions de sécurité, où les instruments économiques ne peuvent agir qu'en tant qu'accompagnement. Un matelas diversifié vers des domaines allant au-delà de l'économie et un discours plus sophistiqué en matière économique peuvent servir de modèle pour une transition où les relations politiques s'établiront autour de préférences convergentes, plutôt que sur des intérêts économiques qui parfois peuvent finir par tourner à l'exclusion.

Conditions de la relation

L'Espagne est le seul pays européen ayant une présence territoriale en Afrique du Nord et, par conséquent, ayant une frontière terrestre avec le Maroc. Cette réalité, à laquelle s'ajoutent l'intensité de l'agenda bilatéral et la nature différente des systèmes politiques, conditionne leurs relations. D'un autre côté, celles-ci sont marquées par l'existence de conflits cycliques, par la rivalité entre le Maroc et l'Algérie au sujet de l'hégémonie régionale et par la concurrence entre la France et l'Espagne en ce qui concerne leur influence dans le Maghreb. Les grandes différences qui existent dans la nature des régimes politiques sur les deux rives de la Méditerranée occidentale et l'interaction entre la politique nationale et étrangère octroient à ces conflits un caractère structurel.

De nombreuses questions touchant les relations avec le Maroc font partie de la politique nationale espagnole, plutôt que des questions de relations internationales (l'immigration, le Sahara occidental, les possessions espagnoles en Afrique du Nord, la menace terroriste et le trafic de drogues, entre autres). Les perceptions jouent un rôle très important au moment de définir les relations entre les deux pays, aussi bien au niveau social que dans la conception de politiques. Malgré le fait que les sondages démontrent que les populations marocaine et espagnole sont conscientes de la grande importance de leur voisin pour leur propre pays, il reste encore beaucoup à faire pour promouvoir la connaissance réciproque, connecter les deux sociétés et démonter des stéréotypes dans les deux sens.

Le Maroc constitue pour l'Espagne un partenaire clé, et vice-versa. La Stratégie d'action extérieure publiée en octobre 2014 par le Ministère des Affaires

étrangères et de la coopération de l'Espagne considère le Maroc comme un « partenaire indispensable ». Elle fixe en tant qu'objectif partagé par les deux pays de « continuer à tisser un dense réseau de relations et d'intérêts croisés » amortissant les divergences occasionnelles. Les questions épineuses sont toujours présentes et tout le monde les connaît. La bonne disposition montrée par les dirigeants devrait servir à établir une communication franche et constructive sur la façon de résoudre ces questions épineuses de façon acceptable et graduelle, au lieu de ne pas agir et laisser que les situations de conflit puissent réapparaître à l'avenir.

Malgré le bon moment politique et économique entre les deux pays, il reste encore beaucoup à faire dans le domaine social et humain. Il existe entre les deux populations de grands niveaux de méconnaissance mutuelle, qui s'étendent à leurs élites et dirigeants. Il faut consacrer plus d'attention et d'efforts à construire plus de ponts entre les deux sociétés. Les malentendus et la méfiance se nourrissent du manque de connaissances uniquement par des contacts majeurs au niveau des élites.

La voie pour aller vers l'avant

La modernisation du Maroc intéresse l'Espagne – beaucoup – pour de multiples raisons présentées tout au long du rapport Elcano cité auparavant. Parmi celles-ci, on peut souligner l'importance d'avoir un voisin méridional stable avec lequel l'on puisse développer des relations mutuellement avantageuses en tout genre et contenir les menaces communes. Tout aussi important reste le développement de l'ensemble du Maghreb, domaine d'influence naturel de l'Espagne, où il faudrait chercher des associations avec les pays de la zone pour la projection conjointe en Afrique, dans le bassin atlantique et en Amérique latine.

La société espagnole a beaucoup à gagner si le Maroc devient un espace privilégié d'investissement et développement commun. Et la société marocaine a aussi beaucoup à gagner en termes de développement humain. Pour que cela se réalise, il faut profiter des complémentarités entre les deux pays, renforcer les liens entre leurs sociétés civiles, intensifier le contact entre leurs institutions, aborder les questions délicates et maintenir un dialogue fluide et critique lorsque cela est nécessaire.

Si l'on veut consolider la bonne relation actuelle entre l'Espagne et le Maroc, il faut tisser plus de relations humaines et professionnelles, ce qui requiert la création de nouveaux espaces de coopération, la promotion des échanges, la révision de la politique actuelle de délivrance de visas et une présence culturelle et communicative plus efficace et proactive dans les deux sens. ■